



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

29-10-2014

Pour les salaires et l'emploi Des luttes qui montent dans les pays européens

Les gouvernements au service du grand capital en Europe, l'Union Européenne elle même, détruisent les acquis sociaux des salariés. Faire baisser ce qu'ils appellent le coût du travail est leur grand objectif car cette baisse doit permettre d'augmenter les profits capitalistes. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que la lutte des classes dans les pays européens présente des caractéristiques communes.

En Italie des centaines de milliers de salariés ont répondu à l'appel de la CGIL pour dénoncer les projets du social-démocrate Renzi de réformer le marché du travail. On connaît la chanson : « il faut plus de souplesse pour créer des emplois », en réalité, il faut donner au patronat plus de moyens pour contrôler les salariés et les mettre en position de faiblesse.

En Grande Bretagne, ces mesures « d'assouplissement » ont conduit à ce que l'on appelle les contrats zéro heure. Un salarié soumis à cette règle doit attendre le bon vouloir de son patron pour venir travailler. Il peut être utilisé à tout moment et s'il refuse, il est mis hors course. C'est la logique de « l'assouplissement » menée à son terme ultime. **Des manifestations récentes dans ce pays montrent que la pression monte pour dénoncer ces conditions d'emploi.** De nombreuses catégories salariales sont en lutte et manifestent pour les salaires et les conditions de travail.

En Allemagne pays tant vanté pour son « modèle social » et sa réussite économique, la crise fait aussi des ravages. On y trouve de très bas salaires : à prendre ou à laisser ! Pourtant malgré la pression des

syndicats de collaboration de classe, le mécontentement s'exprime. **On l'a vu avec la grève des cheminots pour les salaires et la diminution du temps de travail et celle des pilotes** pour les retraites.

Ces grèves menées par des syndicats catégoriels inquiètent le pouvoir qui y voit la préfiguration de mouvements plus importants. Avec la complicité des syndicats inféodés au patronat et au pouvoir, le gouvernement envisage d'interdire les actions dites catégorielles. Parce que le capital n'a pas d'autre choix que celui d'accroître l'exploitation du travail, les conditions de l'affrontement de classe vont se développer partout dans le Monde et en Europe.

Une perspective existe, elle ne peut être que celle de la lutte résolue contre la politique du capital pour obtenir tout de suite satisfaction aux revendications et construire une alternative à la société dominée par le capitalisme. Alternative que nourrissent les luttes et qui doit passer par la destruction du système capitaliste et la construction d'une société socialiste de la propriété collective basée sur la coopération des salariés.